



EMMA MOORE/LA TROMPETTE/GETTY IMAGES

La Pologne sous attaque

Une importante victoire allemande est passée inaperçue dans la presse internationale.

- Richard Palmer
- [18/04/2024](#)

Le 13 décembre 2023, l'Allemagne a remporté l'une des plus importantes victoires de l'ère moderne. Alors qu'un nouveau gouvernement polonais a prêté serment, l'Allemagne a éliminé l'un des plus grands obstacles à la puissance européenne.

Le nouveau gouvernement a agi rapidement. Un nouveau pacte sur les migrations, qui rapproche l'Union européenne d'un super-État, a été adopté. Un nouveau budget de l'UE, conçu en grande partie par l'Allemagne, a été approuvé.

PT_FR

L'Allemagne a ensuite annoncé la création de sa première base militaire permanente à l'étranger, brisant ainsi un tabou qui perdurait depuis la Seconde Guerre mondiale.

Sous la nouvelle direction de la Pologne, des juges ont soudainement été confrontés avec la perspective d'être expulsés de la Cour suprême. Des grâces présidentielles ont été annulées. Lorsque la police armée a fait disparaître par la force la chaîne d'information publique nationale, il a même semblé qu'un coup d'État avait eu lieu.

L'Allemagne prend le contrôle de la Pologne—mais ce n'est qu'une étape sur la voie d'un objectif beaucoup plus vaste et bouleversant.

L'obstacle numéro un de l'Allemagne

Le Parti polonais Droit et Justice (PiS), qui a gouverné la Pologne depuis 2015, s'opposait directement aux ambitions européennes de l'Allemagne. Ses dirigeants ont dénoncé à plusieurs reprises la domination de l'Allemagne sur l'UE. En 2021, le chef du parti, Jarosław Kaczyński, a accusé l'Allemagne d'essayer de créer un « Quatrième Reich », « construit sur la base de l'UE ».

En septembre 2023, Kaczyński a mis en garde le journal *Sieci* contre les « plans germano-russes pour gouverner l'Europe ». Le Premier ministre Mateusz Morawiecki a déclaré que le soutien de l'Allemagne à une Europe unie était « utopique et donc dangereux ».

De nombreuses étapes cruciales de la transformation de l'UE en un super-État requièrent le consentement unanime de tous les membres. La Pologne s'y est souvent opposée. Le gouvernement du PiS a également frustré l'Allemagne par d'autres moyens ; par exemple, il a exigé de l'Allemagne des réparations d'un montant de 1,4 trillions de dollars pour la destruction qu'elle avait infligée lors de la Seconde Guerre mondiale.

L'UE a riposté. En octobre 2021, la Cour de justice de l'Union européenne a commencé à infliger à la Pologne une amende d'un million d'euros par jour, la plus lourde jamais imposée, accusant le gouvernement polonais d'interférer dans le système judiciaire. Le PiS a réagi en menaçant de quitter complètement l'Union.

Pendant ce temps, le PiS transformait la Pologne en l'une des armées les plus puissantes de l'UE. Il s'était fixé pour objectif de dépenser le double du minimum prévu par l'OTAN pour son armée afin de constituer la plus grande force terrestre de l'UE. La Pologne achète des chars américains M1A2 Abrams modernisés et des avions de chasse F-35, ainsi que 1 000 chars d'assaut plus anciens et 600 pièces d'artillerie en provenance de la Corée du Sud.

Pousser la Pologne hors de l'UE, ou évoluer vers un super-État sans elle, doit être tentant pour les dirigeants allemands. Mais cela rendrait aussi l'UE beaucoup moins puissante.

Au lieu de cela, le 13 décembre, lorsque le président polonais a fait prêter serment à Donald Tusk en tant que premier ministre, *la Pologne est passée sous le contrôle de l'Allemagne*.

Tusk a, entre autres, été président du Conseil européen, l'organe directeur de l'UE. Son nouveau ministre des Affaires étrangères, Radosław Sikorski, est célèbre pour avoir déclaré : « Je crains moins la puissance allemande que je ne commence à craindre l'inactivité allemande. » La dernière fois que Sikorski a occupé ce poste, il a été l'une des voix les plus fortes en Europe pour réclamer davantage de leadership militaire allemand.

Vol d'élection ?

Les élections polonaises du 15 octobre ont été âprement disputées. Il n'y a pas d'accusations de piratage des machines à voter ou d'interférence avec les bulletins de vote par correspondance. Mais les efforts déployés par l'Allemagne pour pousser Tusk à franchir la ligne d'arrivée ont constitué un exercice énergique de la « puissance douce » qu'elle a développée dans toute l'Europe, en utilisant les médias, les groupes de réflexion et les mécanismes politiques de l'UE pour influencer l'opinion publique (article, « *Observez cet homme de près* », page 10).

Les dirigeants allemands ont tenté de rallier les Polonais contre le PiS pendant des mois. Manfred Weber, chef du Parti populaire européen—le plus grand groupe du Parlement européen—a déclaré que son parti « construisait un pare-feu » contre les « ennemis » provenant du PiS.

Face à ces attaques, le parlement polonais a adopté en août une résolution condamnant « l'ingérence étrangère » dans les élections polonaises—ciblant l'Allemagne.

Puis, début septembre, la corruption du gouvernement a fait un cadeau à l'Allemagne. Le vice-ministre des Affaires étrangères a été renvoyé à la suite d'accusations selon lesquelles il aurait aidé des migrants potentiels à obtenir des visas polonais accélérés grâce à un pot-de-vin de 5 000 dollars.

L'UE s'abstient généralement d'intervenir sur des questions nationales avant une élection, afin d'éviter d'être perçue (à tort ou à raison) comme faisant pencher la balance. Cette fois-ci, elle a programmé un débat sur le scandale des visas en Pologne deux semaines seulement avant le vote. Clare Daly, membre d'un parti polonais qui critique le PiS, a condamné le Parlement européen, dont elle est membre : « Je ne suis pas une fan du gouvernement polonais [...] mais je ne suis pas non plus une fan de l'utilisation de ce parlement pour faire pencher la balance dans une bataille électorale nationale », a-t-elle déclaré. « Il s'agit là d'un abus de position de la part du Parlement. »

Néanmoins, les élites allemandes ont participé à l'attaque jusqu'au plus haut niveau. Le Chancelier allemand Olaf Scholz a accusé la Pologne d'instrumentaliser la rhétorique anti-immigrants tout en ouvrant les portes aux immigrants eux-mêmes. Le gouvernement allemand a mis en évidence le problème en imposant des contrôles à la frontière habituellement ouverte entre l'Allemagne et la Pologne.

L'Allemagne a-t-elle « acheté » l'Ukraine ?

L'Allemagne pourrait également avoir contribué à faire basculer l'élection en utilisant l'Ukraine.

Dominika Cosić, correspondante à Bruxelles du radiodiffuseur public polonais tvp, a affirmé que « selon des conversations officieuses à Bruxelles, l'Allemagne et la France auraient promis à l'Ukraine une entrée rapide dans l'UE si Kiev aidait à renverser l'actuel gouvernement polonais ».

L'ancien premier ministre du PiS, Beata Szydło, a répondu : « Oui, les autorités allemandes s'efforcent actuellement de modifier rapidement les traités européens pour faire de l'UE un État fédéral dont les États membres seraient réduits au rôle de parties de la fédération. [...] Le gouvernement polonais s'opposera à la transformation de l'Europe en une fédération dirigée non pas par Bruxelles, mais par Berlin. C'est pourquoi les hommes politiques allemands se montrent de plus en plus critiques et agressifs à l'égard de la Pologne. L'Allemagne "achète-t-elle" les autorités ukrainiennes en leur promettant une entrée rapide dans l'UE ? C'est possible. Mais dans ce cas, les autorités ukrainiennes seraient extrêmement naïves. »

Une querelle entre la Pologne et l'Ukraine au sujet des livraisons de céréales a joué un rôle clé dans la défaite du PiS. Ils se sont rendus impopulaires en se brouillant avec l'Ukraine sur cette question. Mais l'Ukraine a-t-elle délibérément provoqué une dispute pour le compte de l'Allemagne ?

Quelques jours seulement après la prestation de serment de Tusk, l'Ukraine s'est vue officiellement accorder le statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne—peut-être en récompense de son aide dans la réalisation de ce projet.

L'Ukraine a clairement changé d'avis sur l'Allemagne. Au début de sa guerre contre la Russie, elle s'est opposée à l'Allemagne. Lorsque le Président allemand Frank-Walter Steinmeier a voulu se rendre à Kiev en 2022, le Président ukrainien Volodymyr Zelensky lui a dit que le soutien de l'Allemagne à la Russie signifiait qu'il n'était pas le bienvenu. En septembre dernier, Zelensky a demandé que l'Allemagne obtienne un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. C'est un véritable retournement de situation. L'Ukraine est manifestement parvenue à la même conclusion que la Pologne : l'Allemagne dirige l'Europe. Elle a désespérément besoin de l'aide de l'Allemagne—et a décidé que flatter les Allemands était le moyen de l'obtenir.

Avancée militaire

Donald Tusk l'a emporté de justesse. Les élections du 15 octobre n'ont pas été concluantes, mais le PiS était le plus grand parti au Parlement et avait donc la possibilité d'essayer de former une coalition. Il n'y est pas parvenu ; à la place, le parti de Tusk, la Coalition civique, s'est allié à la Troisième Voie et à la gauche pour former une coalition de « tout le monde sauf le PiS » le 13 décembre.

Le 18 décembre, l'Allemagne a annoncé la création de sa première base militaire permanente à l'étranger depuis la Seconde Guerre mondiale. Cinq mille soldats, incluant des bataillons de chars et d'artillerie, seront déployés en Lituanie. Ce n'est pas une coïncidence si la Pologne se trouve directement entre la Lituanie et l'Allemagne.

L'analyste Peter Zeihan a réagi à cette nouvelle en déclarant : « Je ne saurais trop insister sur l'importance de ce fait. » Les troupes allemandes ont déjà été déployées à l'étranger. Mais elles l'ont fait dans des bases temporaires et presque toujours dans le cadre d'une coalition. En développant la logistique et les compétences nécessaires pour maintenir des bases permanentes à l'étranger, l'une des dernières contraintes efficaces à la puissance militaire allemande vient de tomber.

« Cela me rappelle les sept dernières grandes guerres auxquelles ont participé les Allemands », a déclaré Zeihan. « Lorsqu'ils ont perdu, il y a eu une période de désarmement, puis elle s'est terminée, les Allemands ont recommencé à utiliser des tactiques militaires, et les choses sont devenues sérieuses—très, très rapidement. »

Mais l'Allemagne a besoin du soutien de la Pologne, au moins pour démarrer. L'accord n'a donc été possible qu'après l'investiture de la nouvelle coalition polonaise—et a été conclu en quelques jours seulement.

L'Allemagne pourrait bientôt établir des bases en Pologne même. Son ancien ambassadeur en Pologne, Arndt Freytag von Loringhoven, a écrit que « l'Allemagne devrait profiter de cette opportunité » offerte par la victoire de Tusk. Ces opportunités pourraient inclure « une intégration plus étroite des forces armées et, à plus long terme, *un transfert permanent de troupes* en Pologne » (c'est nous qui soulignons).

Les critiques réduits au silence

Tusk a également agi rapidement pour consolider son contrôle sur la Pologne au niveau national. Le 19 décembre 2023, le gouvernement de Tusk a initié une tentative de fermeture illégale des chaînes d'information publiques tvp Info, tvp3 et la chaîne anglophone tvp World.

La constitution polonaise est similaire à celle des États-Unis. Une loi doit être votée par la Diète, la chambre basse du Parlement, puis approuvée par le Sénat et enfin signée par le président. Sous la direction de Tusk, la Diète a adopté une résolution non contraignante et Tusk a agi comme s'il s'agissait d'une loi. La police polonaise a pénétré dans les bureaux de l'équivalent polonais de la bbc et congédié le personnel. Le signal TV a été coupé et le trafic du site web a été redirigé.

Les partisans du PiS se sont ralliés au tvp et le combat continue.

Tusk a accusé tvp de se ranger du côté du PiS. Ces médias invitent plus régulièrement que d'autres des personnalités du PiS. Mais de nombreuses personnes qui ne sont pas partisans du PiS ont été choquées par la manière brutale dont TVP a été fermé. Le président de l'Association des journalistes européens, Ralf Schneider, a déclaré : « Il n'est pas de bon augure qu'un gouvernement nouvellement élu dans un pays de l'UE essaie de faire taire les critiques. » Le fait de prendre le contrôle de tvp donne plus de pouvoir à Tusk et à ses alliés. Cela réduit également au silence l'une des voix antiallemandes les plus fortes d'Europe.

Le 20 décembre, la Diète a adopté une nouvelle résolution visant à prendre le contrôle du Conseil national de la magistrature (cnj). Le PiS avait modifié la manière dont la Pologne nommait les hauts magistrats. Aujourd'hui, Tusk et ses alliés tentent d'évincer tous les nouveaux juges et peut-être même de revenir sur toutes les décisions du cnj. Le Tribunal constitutionnel et la Cour suprême de Pologne sont dans leur ligne de mire.

Le même jour, l'UE a approuvé un nouveau pacte sur les migrations et l'asile—que le PiS aurait bloqué. Ce pacte prévoit des mesures pour empêcher l'entrée des migrants beaucoup plus strictes que celles approuvées par l'UE jusqu'à présent. Mais il exige également que les pays non touchés par une vague de migrants accueillent des dizaines de milliers d'entre eux ou versent d'importantes sommes d'argent en guise de compensation. Les dirigeants européens se sont également mis d'accord sur un nouveau pacte de stabilité. Il est peu probable que cela permette d'éviter les crises financières en Europe, mais il s'agit d'un autre exemple de la rapidité avec laquelle les dirigeants allemands sont parvenus à leurs fins, une fois l'opposition polonaise levée.

L'Empire ressuscité

Le PiS polonais a clairement vu quelque chose dont la *Trompette* a mis en garde pendant des années : la réalité de la domination de l'Europe par l'Allemagne.

En août 1950, Herbert W. Armstrong a prédit que « le monde sera stupéfait, abasourdi, de voir l'Allemagne émerger soudainement avec une puissance jamais égalée par Hitler—par une union de 10 nations en Europe, incluant probablement certaines marionnettes actuelles de la Russie—dans un gigantesque États-Unis d'Europe. [...] Bientôt, les "États-Unis d'Europe" émergeront, avec l'Allemagne à leur tête » (*Pure Vérité*).

Dans son livret de 1999, *Germany's Conquest of the Balkans (La conquête des Balkans par l'Allemagne)*, le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, écrit : « Il ne faudra pas attendre longtemps avant que l'Europe ne soit réunie sous la forme du Saint Empire romain. Elle sera dirigée très fermement par l'Allemagne. » Plus tôt dans la brochure, il écrit : « Le plan historique de l'Union européenne était de contrôler une Allemagne dangereuse. Mais il est clair que c'est l'Allemagne qui contrôle l'UE ! » Ces propos ont pu prêter à controverse à l'époque où ils ont été écrits, mais aujourd'hui, de nombreux Polonais n'en reconnaissent que trop bien la véracité.

Dès 1945, M. Armstrong avertissait que l'Allemagne se relèverait à la tête d'une « Union européenne ». En même temps, il a averti que de nombreux nazis allemands entraient dans la « clandestinité ». Aujourd'hui, c'est un fait avéré. Les historiens ont enquêté sur tous les grands ministères et ont découvert qu'ils comptaient de nombreux nazis. Foubert ajoute à cette liste la presse et la propagande.

M. Armstrong était tellement en avance sur les nouvelles d'aujourd'hui parce qu'il s'appuyait sur la prophétie biblique.

Apocalypse 17 : 8 décrit une bête, symbole d'une grande puissance mondiale, qui « était, et [...] n'est plus, et [...] reparaitra ». Cette bête existe, puis disparaît, pour ensuite « monter de l'abîme ». On pourrait dire qu'elle apparaît de nulle part—de la « clandestinité ».

La septième et dernière tête de cet empire sera gouvernée par 10 rois. « Au 1^{er} chapitre, la septième tête avec ses 10 cornes seront, comme le chapitre l'explique, la renaissance de la bête, l'Empire romain, "hors de l'abîme," sous la forme "d'États-Unis d'Europe," ou d'une fédération de 10 nations européennes centrées dans les limites de l'ancien Empire Romain », a écrit M. Armstrong (*Qui est, ou qu'est-ce que, la bête prophétique* ?).

Cette union de 10 rois est clairement une union militaire. La Bible dit que ces rois « combattront » (verset 14).

Est-ce la fin de la résistance polonaise à l'Allemagne ? En fait, les prophéties bibliques révèlent que cela pourrait encore jouer un rôle.

Un pouvoir religieux

De nombreux dirigeants du parti Droit et justice restent fermement opposés à l'Allemagne. « Des années plus tard, les rêves d'Hitler se réaliseront sans recours à la force [et] sans résistance de la part des Polonais », a tweeté la juge de la Cour constitutionnelle et ancienne députée de Droit et Justice Krystyna Pawłowicz.

Le député Paweł Lisiecki a tweeté : « Les Polonais ne se sont pas battus et ne sont pas morts pendant la Seconde Guerre mondiale pour que les troupes allemandes puissent à nouveau être "stationnées en permanence" dans notre pays. »

La nouvelle coalition gouvernementale de Tusk est amèrement divisée et pourrait ne pas tenir longtemps, et le parti Droit et justice contrôle toujours la présidence de la Pologne.

Mais il existe une force qui pourrait faciliter le contrôle de la Pologne par les Allemands.

Depuis des années, l'Allemagne milite en faveur d'une Europe fédéralisée qui exercerait un contrôle accru sur ses États membres. Parfois, les progrès ont été lents. Dans *Blain Truth (Pure Vérité)* de janvier 1979, M. Armstrong a écrit : « Les nations d'Europe se sont efforcées de se réunir. Elles désirent une monnaie commune, une seule force militaire combinée, un seul gouvernement uni. Elles ont commencé par le Marché Commun [qui est devenu plus tard l'UE]. Ils travaillent maintenant à l'élaboration d'une monnaie commune. Pourtant, sur une base purement politique, ils ont été totalement incapables de s'unir. Ce Saint Empire romain ressuscité ne peut être mené à bien que d'une seule manière : par les "bons offices" du Vatican, en unissant à nouveau l'Église et l'État, avec le Vatican à cheval et dirigeant (Apocalypse 17 : 1-5). »

L'année suivante, il écrivait que l'agression militaire russe « sera l'étincelle qui amènera les chefs d'État et de gouvernement d'Europe à se réunir avec le Vatican pour former les "États-Unis d'Europe." Les hommes politiques ne peuvent y parvenir seuls. Ce n'est qu'avec la collaboration du pape qu'ils pourront le faire » (lettre aux co-ouvriers, 23 janvier 1980).

Le parti Droit et justice est peut-être antiallemand, mais il est *pro-catholique*. L'approbation par le pape de la renonciation à davantage de souveraineté pour mieux unir l'Europe pourrait donner au parti une toute nouvelle vision du projet.

Le parti Droit et justice correspond en fait à l'avenir que la Bible prophétise pour l'Europe sur des points essentiels. Il est dirigé par des convictions religieuses catholiques. Les rapports allemands et occidentaux selon lesquels il est dirigé par un « homme fort » sont en grande partie véridiques. Lorsque ce parti était au pouvoir, Jarosław Kaczyński était l'homme fort de la Pologne, même s'il n'occupait aucune fonction électorale.

Le parti Droit et justice pourrait revenir. Mais pour que l'Allemagne le permette, le parti doit retenir la leçon. L'opposition à l'Allemagne ne sera pas tolérée.